

Centrafrique-France/Diplomatie

Hollande en visite express à Bangui

AFP
Bangui/France

Au programme de ce bref séjour, la reconstruction du pays et le désengagement des troupes françaises.

LE président français François Hollande effectuait hier après-midi une visite de quelques heures en Centrafrique consacrée au désengagement des troupes françaises et à la reconstruction d'un pays ruiné.

"Aujourd'hui, l'opération Sangaris se termine", a déclaré M. Hollande après s'être entretenu avec le nouveau président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, élu en février. "Je l'avais décidée au tout début de décembre 2013 parce que le chaos avait hélas saisi la Centrafrique et parce que des massacres s'y produisaient", a-t-il rappelé.

L'opération Sangaris doit se terminer en décembre, au terme d'un désengagement progressif. De plus de 2 500 militaires au plus fort de la crise, Sangaris n'en compte déjà plus que 650, selon l'entourage de M. Hollande.

"Nos armées sont appelées sur d'autres fronts, toujours la zone du Sahel", mais aussi "la Syrie et l'Irak", a-t-il expliqué. En outre, "la France est toujours sous la menace terroriste".

"Mais la France est et sera toujours là" dans le cadre de la force de l'Onu (Minusca) et de la mission européenne, a-t-il assuré à son homologue centrafricain.

M. Hollande s'était rendu dans la capitale de l'ex-colonie française à deux reprises, en décembre 2013 et février 2014, alors que l'opération Sangaris venait de se déployer pour stopper des violences intercommunales. Aujourd'hui, "je reviens alors que la transition a réussi, la stabilité a été retrouvée", a affirmé le président français, ajoutant que désormais "la France veut prendre la tête d'un groupe de bailleurs pour la Centrafrique", car "il n'y aura de sécurité que par le développement et il n'y aura de développement que par la sécurité".

De son côté, M. Touadéra a remercié son hôte pour son action en faveur de la Centrafrique, soulignant que de son côté, il s'atta-



Photo : AFP

Reconstruction de la RCA et désengagement militaire étaient au menu de la visite express effectuée hier à Bangui par le président français François Hollande (passant ici les troupes en revue, aux côtés de son homologue centrafricain Faustin Archange Touadéra).

chait à relever "les défis du moment, que sont la paix, la sécurité, la réconciliation nationale, l'assainissement des finances publiques" dans un pays rongé par la corruption.

M. Hollande s'est ensuite rendu dans le quartier du PK5, où il s'était déjà allé en février 2013. A l'époque, cette enclave musulmane de Bangui était au cœur d'affrontements sanglants entre milices majoritairement chrétiennes anti-balaka et ex-rebelles à dominante musulmane de la Séléka.

"PAS D'IMPUNITÉ" POUR

LES ABUS SEXUELS. Sa visite est également intervenue alors que des soldats français et des Casques bleus engagés en Centrafrique sont soupçonnés d'abus sexuels pour lesquels trois enquêtes judiciaires ont été ouvertes à Paris. "S'il y a des responsabilités, il n'y aura pas d'impunité", a-t-il répété.

Le chef de l'Etat français a par ailleurs été sollicité par l'organisation Reporters sans frontières et la mère de la photjournaliste française Camille Lepage, tuée le 12 mai 2014 dans une embuscade dans l'ouest de la RCA, qui esti-

ment que l'enquête sur les circonstances de sa mort "piétine".

"Nous avons convenu que la justice devait passer, que nous devions tout savoir", a-t-il assuré.

En fin de journée, M. Hollande devait s'envoler pour Abuja où il sera le seul président non africain à participer samedi à un sommet régional sur la sécurité consacré à la lutte contre le groupe islamiste armé Boko Haram. Un premier sommet avait été organisé à Paris le 17 mai 2014.

La France entend à l'occasion de cette rencontre amplifier son aide pour lutter contre la secte islamiste.

Le soutien de Paris en matière militaire et de sécurité aux quatre pays principalement touchés par les attaques de Boko Haram (Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun) s'élève déjà à 25 millions d'euros (16,3 milliards de francs) sur un an, souligne un diplomate français. "Et nous allons poursuivre ce soutien avec les Américains et les Britanniques avec qui la coordination est très bonne", affirme-t-il.

Brésil/Au lendemain de l'éviction de Dilma Rousseff

Suspension de l'enquête sur Aécio Neves, rival de l'ex-présidente

AFP
Rio de Janeiro/Brésil

MOINS de 24 heures après l'avoir autorisée, le Tribunal suprême fédéral (STF) du Brésil a suspendu l'ouverture d'une enquête pour corruption contre le sénateur Aécio Neves, rival malheureux de Dilma Rousseff à la présidentielle de 2014.

Le juge Gilmar Mendes a déclaré jeudi soir à la presse que la défense de M. Neves avait démontré qu'il n'y avait "pas de faits nouveaux" pour demander une enquête.

C'est ce même juge qui avait pourtant "accepté" la veille la demande du procureur de la République Rodrigo Janot d'ouvrir une enquête à l'encontre de M. Neves sur des soupçons de pots-de-vin et un compte bancaire secret familial au Liechtenstein.

M. Neves préside le Parti social-démocrate brésilien (PSDB, centre-droit), la principale formation de l'opposition brésilienne à l'origine de la procédure de destitution de Dilma Rousseff pour maquillage des comptes publics.

La décision du juge Mendes était intervenue alors que le sénateur

Neves participait à la session plénière du Sénat qui a écarté jeudi matin Mme Rousseff de la présidence pour la soumettre à un procès en destitution. A l'issue de cette séance, le juge Mendes avait été nommé président du Tribunal Supérieur électoral (TSE).

Outre M. Neves, le procureur avait demandé début mai l'ouverture d'enquêtes contre 31 personnes dans le cadre du scandale de corruption Petrobras qui visait notamment l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010).

Elle se basait sur les accusations de Delcídio Amaral,

ancien chef du groupe sénatorial du PT qui a accepté de collaborer avec la justice après sa mise en examen dans le cadre de l'affaire Petrobras.

Selon M. Amaral, M. Neves a bénéficié d'un réseau de dessous-de-table mis en place au sein de Furnas (filiale de Petrobras), impliquant les mêmes entreprises de BTP que celles impliquées dans le dossier Petrobras.

M. Amaral, qui a été déchu mardi de son mandat de sénateur, accuse aussi M. Neves d'avoir tenté de cacher des données bancaires qui impliqueraient sa gestion de gouverneur

de l'Etat de Minas Gerais (2003-2010) dans un système d'achat de votes au Parlement lors de la dernière décennie, connu comme le scandale du "mensalao".

Les déclarations de M. Amaral avaient déclenché mi-mars un séisme politique au Brésil car il accusait également Mme Rousseff et son prédécesseur Lula d'être au courant et d'avoir bénéficié du réseau de corruption Petrobras.

Le sénateur avait aussi mis en cause le vice-président Michel Temer qui a pris ses fonctions jeudi en tant que président.

RDCongo/Violation des droits de l'Homme

Londres envisage des "sanctions ciblées" contre les responsables

AFP
Kinshasa/RDCongo

LONDRES et ses partenaires européens envisagent des "sanctions ciblées" contre des responsables d'"actes de répression" politique en République démocratique du Congo, a déclaré hier à Kinshasa l'envoyée spéciale de la Grande-Bretagne pour la région des Grands Lacs, Danae Dholakia.

"Pour la Grande-Bretagne,

nous parlons avec nos collègues européens sur des sanctions ciblées contre ceux qui ont la responsabilité de l'action ou de la décision dans la violence contre les citoyens et dans l'intimidation de l'opposition", a dit Mme Dholakia lors d'une conférence de presse tenue en français.

"La position du Royaume-Uni est que les personnes responsables des actes de répression ou de violence porteront la responsabilité de leurs actions ou décisions", a ajouté M. Dholakia.

L'émissaire britannique a fait référence aux récents ennuis judiciaires de l'opposant Moïse Katumbi, candidat déclaré à la présidentielle censée avoir lieu avant la fin de l'année et visé depuis une dizaine de jours par une enquête pour "recrutement de mercenaires".

"J'espère sincèrement que les récentes accusations portées contre Moïse Katumbi ne constituent pas un "resserrement de l'espérance politique" en RDC, a encore dit Mme Dholakia, ajoutant

que "les risques de s'écarter de l'ordre constitutionnel sont réels". Les Occidentaux et l'Onu déplorent depuis plusieurs mois une tendance accrue à la répression en RDC.

Le climat politique est tendu depuis des mois dans le pays en raison de l'intention que l'opposition prête à M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, de vouloir s'accrocher à son poste au-delà du terme de son mandat en décembre, alors que la Constitution lui interdit de se représenter.

L'opposition demande au chef de l'Etat de veiller à ce que la présidentielle soit organisée dans les temps, mais aucune date n'a encore été fixée pour cette élection, dont la probabilité d'un report grandit de jour en jour.

Mercredi, la Cour constitutionnelle a autorisé M. Kabila à rester en fonctions si la présidentielle n'est pas organisée avant la fin de son mandat. L'opposition accuse la Cour d'être aux ordres du pouvoir.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice. Les compagnies minières dans le colli-mateur des juges**

Des dizaines de milliers de mineurs d'or atteints de silicose vont pouvoir poursuivre en Afrique du Sud des compagnies minières dans le cadre d'une action collective, selon une décision de justice rendue hier.

• **Burkina Faso/Justice. Un ex-ministre de Com-paoré sort de prison**

Alain Edouard Traoré, le ministre porte-parole du dernier gouvernement du président Blaise Compaoré dont le régime a été balayé fin octobre 2014 par une insurrection populaire, est sorti de prison hier à Ouagadougou après onze mois d'incarcération pour détournements de deniers publics et enrichissement illicite.

• **Burundi/Troubles. Une centaine d'arresta-tions à Bujumbura**

Une centaine de personnes ont été arrêtées hier dans le quartier contestataire de Musaga, dans le sud de la capitale du Burundi, pays en crise où les forces de sécurité ont multiplié les rafles ces dernières semaines.

Le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa, justifie ces opérations par la nécessité de "contrôler et de parvenir à maîtriser les mouvements de la popula-tion".

• **Mali/Justice. L'opposi-tion déboutée**

La Cour constitutionnelle a rejeté la demande d'annulation de la loi sur la création d'autorités intérimaires dans le nord du Mali présentée par l'opposition, a-t-on appris jeudi auprès de cette dernière.

• **Niger/Politique. Des élections locales en jan-vier 2017**

Les élections municipales et régionales au Niger se tiendront le 8 janvier 2017, a annoncé jeudi la Commission nationale électorale indépendante (Ceni), après deux reports. Ces scrutins avaient dans un premier temps été programmés le 9 mai avant d'être reportés au 10 juillet 2016.

A travers le monde

• **Irak/Violences. Au moins 16 morts au nord de Bag-dad**

Au moins 16 personnes ont été tuées dans des attaques revendiquées par le groupe jihadiste sunnite Etat islamique (EI) ayant visé un café puis les forces de sécurité dans la ville de Balad, au nord de Bagdad, ont indiqué des responsables hier.

• **Pologne/Défense. Accusa-tions mutuelles Washing-ton-Moscou**

Les Etats-Unis et la Russie se sont accusés mutuellement hier d'activités agressives en Baltique, au moment où les Américains lancent la construction d'une base en Pologne pour compléter leur système antimissile.